

Des Européens et des européistes par Régis Debray

ET si l'Europe n'avait pas d'avenir (substantiellement différent de son passé) ? Et si son présent suffisait largement à nos capacités morales et psychiques ? Et si ce « *no future* » n'avait rien de catastrophique ? Et s'il était déraisonnable de lui chercher à tout prix, par des moyens artificiels, en l'absence des conditions historiques requises pour ce genre d'entreprises, un avenir d'acteur politique, pour lequel elle n'est pas faite ? Plus exactement : contre lequel elle s'est jusqu'ici construite ?

De 1975 à 2000, en matière d'intégration économique (et juridique), la mécanique européenne a rempli son cahier des charges, et au-delà : l'euro, la Cour de justice. Les politiques fiscales, budgétaires, éducatives, des transports suivent, ou vont le faire. On a fait des progrès phénoménaux, plus rapides que prévu, pour ce qui est de la libre circulation des capitaux, des hommes et des services. Pourquoi n'aborderait-on pas, dans le même esprit et le même élan, le deuxième round - l'union politique ? Pourquoi la méthode pragmatique des petits pas, qui nous a si bien réussi depuis la Communauté du charbon et de l'acier, ne donnerait-elle pas les mêmes fruits à l'échelon institutionnel, pour transformer la première puissance commerciale du monde en un protagoniste digne de ce nom ?

Quand on entend parler de « *l'euro comme rampe de lancement* » ou encore de « *porter la politique à la hauteur des marchés* », on peut se demander si les méthodes qui ont dynamisé l'économico-financier conviennent au politico-stratégique. Dans le premier domaine, les demi-mesures sont possibles, la réalité embraye et allonge le complément. La décision politique exige des mesures entières.

Ensuite, l'économie est plus facilement « ouverte » que le terrain politique (où il faut toujours refermer un espace, circonscrire et exclure). Enfin, le consensus n'est pas l'alpha et l'oméga en politique ; dans ce domaine, l'innovation tranche et divise. Et l'Europe économique s'est faite à coups de compromis, de pondération et de donnant-donnant.

« *On a fait la Communauté parce qu'on ne s'est pas posé de grandes questions sur son identité, son idéologie, ses frontières. Formidable, merveilleux.* » Est-ce si vrai ? De 1947 à 1989, l'Union soviétique a rendu aux Européens l'immense service de leur donner une frontière *de facto*, le rideau de fer, et un pôle antagoniste. Donc un sacré. L'intégration s'est faite en contre. « *Le moi se pose en s'opposant* » : les nous aussi. Donnez-moi une frontière et une menace, et je vous ferai une communauté : la grammaire des civilisations a quelque chose d'inaltérable. En sorte que penser les finalités de l'UE en interne, sans élargir le cadre à la planisphère, à l'état du monde, revient à se tirer une balle dans le pied. La raison d'être de l'Europe, c'est sa différence. Le fait qu'il s'agisse, pour la première fois, d'une unité par consensus et non par conquête n'invalide pas cet invariant. Une vision politique de l'histoire est rarement apocalyptique, par chance, mais elle est toujours dramatique, au sens de : solidaire d'un grand récit. Et il est une façon d'habiller le drame en apocalypse qui permet de rester sous sa couette avec bonne conscience. On ne s'intègre que face à un danger extérieur, et sous l'empire de la nécessité. Où est l'Autre de l'Europe ? Ce n'est pas insulariser l'Europe que de vouloir la situer face à et en concurrence avec d'autres modèles de civilisation. C'est la rendre concrète et non ectoplasmique.

Une Europe stratégique et transatlantique semble un pari bien audacieux. Le « *partenariat transatlantique* » est le nom pudique d'une subordination acceptée. Il laisse la stratégie, et ses coûts, au grand frère américain. Une Europe stratégique, en revanche, aurait une existence historique mais au prix de tensions et frictions avec l'hyperpuissance. On peut douter que l'Europe opte dans un avenir proche pour la difficulté d'être.

Personne ne fait de sacrifices, personnels ou politiques, s'il n'est pas guidé par des valeurs de dépassement équivalentes ou supérieures à celles du statu quo (on ne détruit

s'est engueulé sur tout, de l'Algérie au Kosovo, viscéralement et méchamment, mais pas sur la construction européenne, sauf une fois, fugacement, pour ou contre Maastricht. L'indifférence prévaut.

On dira que l'absence de ferveur populaire n'est pas un mauvais signe en soi et que, en histoire, les plus beaux enfants se sont faits dans le dos des parents. C'est vrai. Beaucoup de billesesées ont mobilisé les affects de générations entières - pensons au fascisme, au communisme, au nationalisme -, ces grands desseins dont il ne reste rien. La portée d'une émergence historique ne se mesure pas à la

Laissons faire la sédimentation des évidences, en sourdine. Et nos petits-enfants se réveilleront un lundi de 2040 patriotes de la Fédération européenne, après un vague référendum dominical qui aura battu tous les records d'abstention

que le patriotisme qu'on peut remplacer). Notre présente usine à gaz n'intéresse au fond que ses employés - députés, fonctionnaires, gouvernants, journalistes, experts. Les opérateurs économiques pensent et agissent mondial, le citoyen lambda, aux horizons plus limités, peste contre les eurocrates quand un règlement le heurte, et les oublie le lendemain. Dans mon milieu, qui n'est pas en France le plus chauvin ni le plus dépolitisé - celui des écrivains, philosophes, professeurs, artistes -, je ne me souviens pas d'une réunion, dîner, cocktail, colloque, vernissage où l'UE ait été un sujet de conversation, donc de dispute. Depuis quarante ans, on

conscience qu'en prennent les contemporains. Inutile d'attendre une souveraineté consciente et agissante. Laissons faire la sédimentation des évidences, en sourdine. Et nos petits-enfants se réveilleront un lundi de 2040 patriotes de la Fédération européenne, après un vague référendum dominical qui aura battu tous les records d'abstention (si l'on poursuit la courbe chez nous, autour de 12 % de votants en 2040).

La messe n'est pas dite, mais il est permis de ne pas croire à ce scénario. Alors que rien n'interdit de penser, vers 2040, à quelque chose comme une Société des nations à l'échelle du continent (siégeant non à Genève mais à Berlin). Elle occupe-

ra beaucoup de monde, comme jadis la SDN, mais ne changera pas l'histoire du monde. *Power as usual* continuera sans doute de régler les hauts et les bas. Ce ne sera certes pas un *power as yesterday*, car les cadres opérationnels auront changé (avec l'intégration des économies). Mais les rapports de force, avec leurs égoïsmes, leurs vanités et leurs iniquités, risquent d'être encore là. Et il n'y a pas de quoi s'arracher les cheveux.

Je fais partie d'une catégorie de parias assez fourme, celle des Européens non européistes. Aucun Européen instruit de son histoire ne peut décemment sous-estimer l'utilité d'un cadre de gestion pacifique de nos divergences d'affinités ou d'intérêts parfaitement normales dans une Europe plurielle et dont la pluralité fait la valeur unique. S'imaginer, à partir de là, que ces rivalités peuvent être, *ipso facto*, dépassées et abolies, c'est peut-être un saut de l'histoire dans l'utopie dont les contre-effets pourraient être sévères. Ce ne serait pas la première fois qu'on rêve d'effacer par « la bonne formule » (le progressisme socialisant hier, l'européisme libéralisant aujourd'hui) les Inconvénients de l'histoire-géo. Ni la première qu'on s'aperçoit, expérience faite, que la bonne formule aggravait finalement ce qu'elle était supposée guérir.

Il se murmure que l'Allemagne n'a pas consulté ses amis français avant d'abandonner à terme la filière nucléaire, non plus que la France ses amis allemands avant de supprimer la conscription. Chacun joue son jeu et volt l'Europe à son midi, selon ses références et son modèle propre (celui des Länder, par exemple). Mieux vaut reconnaître ces couacs pour ce qu'ils sont, des phénomènes naturels, bien embêtants mais têtus comme des faits et coriaces comme des identités, dérivant d'un passé, d'une langue, d'une formation religieuse ou de simples coordonnées géographiques, que de les étouffer sous une pleuse langue de coton ou de les stigmatiser comme scandaleux ou rétrogrades, scorées du passé à balayer au plus vite.

La banalisation d'une utopie apparaît toujours comme une forfaiture aux yeux de ses initiateurs – et de ses dévots. Réflexe classique de vieux croyants. En France, la plupart des directeurs de l'opinion, commentateurs autorisés des péripéties communautaires, sont des fervents de l'européisme, enclins à prendre leurs désirs pour la réalité ; et un moment de vérité (Nice 2000) pour un dérapage éhonté. Aussi tiennent-ils toute manifestation de la loi de la gravité pour les symptômes d'une maladie pernicieuse (ce qu'elle n'est plus si on la prend pour ce qu'elle est : incurable) qu'il convient de diaboliser pour mieux la conjurer.

Cette belle espérance fait des déçus perpétuels, des indignés permanents, qui se livrent à l'exorcisme éditorial, convaincus qu'une rafale de labels infamants évitera au rêve européen le retour du refoulé. Et de dénoncer la remontée des égoïsmes et des marchandages de bazar, la mesquinerie des gouvernants, décidément au-dessous de leur mission (puisque'ils remplissent leur mandat : défendre les intérêts de leurs mandants).

Au lieu de s'interroger sur le pourquoi de cet état de fait, on distribue bons et mauvais points. C'est le travers des idéologies. A force de vouloir transcender le réel dans l'imagi-

naire, elles finissent par enfermer les idéologues dans leur imaginaire, et tenir le réel pour délirant. L'en-nui, ici, c'est que l'idéologie, au lieu de se donner pour telle (ce que faisait l'« isme » à l'ancienne), se présente comme de l'information objective.

L'européisme est une religion séculière parmi d'autres, qui prend place dans une longue suite mais qui a l'avantage sur les précédentes de pouvoir avancer masquée. Pas un hasard si elle regroupe les inconsolables de nos fois perdues, les frustrés du grand soir et les orphelins de la chrétienté (ex-gauchistes et démo-chrétiens).

Faut-il voir dans l'européisme un messianisme au rabais, ou un mirage de substitution, pour fin de banquet ? La « part du rêve », le dernier supplément d'âme indispensable à la quête cynique des bulletins de vote ? Une mystique pauvre pour pays riches – les nantis n'ont guère besoin de plus (la ferveur religieuse étant proportionnelle à l'insécurité et au dénuement des croyants) ?

Cette « pauvreté » mythologique, cette économie de moyens mériterait en tout cas plus d'être saluée que dénoncée. C'est parce qu'il n'exige des individus aucun engagement sérieux, aucun sacrifice exceptionnel, aucun « mourir pour la patrie », que cet ensemble flou satisfait l'atonie civique d'une population de consommateurs qui désinvestit massivement le forum, échaudée – on peut le comprendre – par le coût humain de ses mythologies d'hier, nationalistes ou socialistes. L'inconsistance politico-militaire de l'Europe fait son acceptabilité publique et privée. Vouloir « aller plus loin » exposerait sans doute (au cas où nos velléitaires franchiraient le stade du papier ou du discours) à de sérieuses déconvenues.

Une Europe intégrée serait évidemment souhaitable sur le papier. Elle ferait meilleure figure que le self-service où chaque client arrive, se sert et repart. Mais cette façade pourrait bien se révéler fragile, susciter de fâcheuses réactions dans quelques inconscients nationaux et violer bien des amours-propres. Une Europe « légale » peut, avec les meilleures intentions du monde, faire tort à l'Europe « réelle », celle qui avance cahin-caha, dans les sociétés civiles, industries et services, avec d'étonnantes réussites.

L'Europe des Européens se porte assez bien. Renforçons-la de notre mieux. Celle des européistes, en revanche, met tout le monde à la torture. « L'histoire, disait Karl Marx (bon historien du XIX^e siècle), avance par le mauvais côté. » Celui d'en bas, celui dont on parle le moins. Ne peut-on dire la même chose de « l'intégration » ? Ce n'est pas à conclure que, l'Europe, moins on en parle, mieux elle se fait. Mais simplement qu'il y a beaucoup de mots, et de disputes de mots, inutiles... Et que cela, heureusement, n'empêche pas le progrès des esprits et des choses.

Régis Debray est écrivain et philosophe.

Ce texte est tiré d'une intervention au cours du Forum de discussion franco-allemand organisé jeudi 15 février, à Berlin, par la chancellerie sur le thème « Après Nice, l'Europe à bout de souffle ? ».